



## LES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS DE L'EXPLOITATION MINIÈRE DANS LA RÉGION DE THIÈS AU SÉNÉGAL

"Cette terre est notre passé, notre présent et notre avenir. Mais en l'espace de quelques jours, elle nous a été enlevée sans que nous ayons pu nous exprimer, sans que nous ayons pu choisir." - Villageois de Kouadiadiène

## INTRODUCTION

### La cohabitation entre industries et communautés

Au Sénégal, la terre n'est pas seulement un bien économique, c'est la vie même pour de nombreuses communautés rurales. Depuis des générations, la terre représente leur source de subsistance, nourrit leur culture et identité. Mais l'essor des activités minières, présenté comme un moteur de progrès économique, a provoqué une ombre au tableau : l'accaparement des terres et les violations des droits de l'homme. Ce conflit n'est nulle part plus apparent que dans les villages entourant la région de Thiès, où les projets de SEPHOS et de GCO, deux grandes sociétés minières, ont suscité des tensions croissantes.

Les villages de Pambal, Kouadiadiène, Lam-Lam et d'autres sont en première ligne de ce conflit. Les déplacements, la dégradation de l'environnement et la perte des moyens de subsistance sont devenus leur nouvelle réalité, alors que les sociétés minières étendent leurs activités, souvent avec l'aval du gouvernement. La question est la suivante : à quel prix ?

# CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET SOCIO-ÉCONOMIQUE

## Une région au bord du gouffre

La région de Thiès est une zone cruciale de l'ouest du Sénégal, reliant la capitale Dakar à l'intérieur du pays. Connue pour ses paysages variés et ses abondants gisements de phosphate, la région est devenue un haut lieu de l'exploitation minière, notamment par SEPHOS, une filiale de FERTINAGRO NUTRIENTES, et GCO, une collaboration entre le groupe français Eramet et Mineral Deposits Limited Senegal.

L'économie locale repose traditionnellement sur l'agriculture. Les villageois cultivent du millet, des tomates et des arachides pour nourrir leurs familles et gagner modestement leur vie. Mais leur fragile équilibre économique a été bouleversé par les activités minières qui dégradent les terres et polluent les sources d'eau. Pour beaucoup, il ne s'agit pas seulement d'une question d'environnement, mais d'une question de survie.



## L'INCIDENT DE L'ACCAPAREMENT DES TERRES

### La perte d'une communauté

En 2009, SEPHOS a acquis une licence d'exploitation minière de 500 hectares, s'étendant sur des zones autrefois utilisées par les villageois pour l'agriculture. GCO, une entreprise plus importante, a repris les droits miniers initialement détenus par la société sénégalaise SSPT, le gouvernement détenant une participation de 10 % dans l'entreprise. Bien que ces acquisitions aient été légalement autorisées, la manière dont elles ont été réalisées a laissé un goût amer aux personnes concernées.

Le processus d'acquisition manquait de transparence et les communautés locales n'avaient que peu ou pas à dire sur ce qu'il advenait de leurs terres ancestrales. Les compensations étaient insuffisantes et, souvent, la perte des terres signifiait la fin de l'agriculture, privant les familles de leur principale source de revenus. "Ce n'est pas seulement la terre. C'est notre dignité qu'ils ont prise", déclare un agriculteur de Lam-Lam.

# IMPACTS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

## Une triple menace

L'impact économique de ces projets miniers est double. D'une part, les entreprises ont promis des emplois pour la population locale. Mais la réalité est loin de cet idéal. La plupart des emplois proposés sont mal rémunérés et souvent temporaires, et le déplacement des activités agricoles a laissé de nombreuses personnes sans emploi stable. En fait, de nombreuses familles sont désormais confrontées à une plus grande pauvreté, ce qui oblige certaines à migrer vers les zones urbaines à la recherche de nouvelles opportunités, une option qui conduit souvent à des conditions de vie encore plus précaires.

Sur le plan social, l'impact est profond. Les déplacements déracinent des communautés entières, les forçant à s'installer dans de nouveaux environnements où elles peinent à s'adapter. Les anciens liens sociaux se brisent et les identités collectives s'affaiblissent. "Avant, nous vivions comme un seul homme, mais maintenant nous sommes dispersés", déclare un villageois de Diourmel.



La dégradation de l'environnement est peut-être la conséquence la plus immédiate et la plus visible des activités minières. L'eau contaminée par les rejets miniers s'infiltré dans les sources d'eau locales, affectant à la fois la santé humaine et la productivité agricole. "L'eau que nous buvons n'est plus propre. Nos cultures meurent, et nous aussi", déplore une mère de famille de Pambal. Avec leurs terres empoisonnées et leurs moyens de subsistance détruits, les communautés sont confrontées à un avenir incertain.

## RÉSISTANCE DE LA COMMUNAUTÉ

### Lutter pour la survie

Malgré les défis considérables, ces communautés ne restent pas silencieuses. Les protestations et les manifestations sont devenues monnaie courante, les villageois cherchant à faire entendre leur voix. Les organisations locales, souvent soutenues par des ONG, ont joué un rôle essentiel en aidant les communautés touchées à se mobiliser et à défendre leurs droits.



En 2019, un groupe d'agriculteurs de Koudiadiène a organisé une manifestation pour réclamer une indemnisation et la restitution des terres. "Nous ne sommes pas contre le développement, mais il doit respecter nos droits", a déclaré l'un des leaders de la manifestation. Leurs voix ont attiré l'attention d'organisations internationales, faisant connaître la situation critique des communautés sénégalaises à un public mondial.

Des stratégies d'adaptation communautaires ont également vu le jour. Face à la perte de terres agricoles, certains villageois se sont tournés vers d'autres moyens de subsistance, tels que le petit commerce ou l'artisanat. Mais ces efforts sont souvent insuffisants pour remplacer ce qui a été perdu. Pour beaucoup, il s'agit d'une tentative désespérée de s'accrocher à un mode de vie qui s'éloigne lentement.

## LE RÔLE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET DES ONG

### Une ligne de vie pour les communautés

Les organisations internationales et les ONG ont joué un rôle déterminant en soutenant les communautés locales dans leur lutte pour la justice. Elles ont contribué à sensibiliser le public aux violations des droits de l'homme commises au Sénégal et ont offert aux villageois des tribunes pour raconter leur histoire sur la scène internationale. Ces organisations aident également à mobiliser des ressources pour les actions en justice et la réhabilitation de l'environnement.

La collaboration entre les associations locales et les groupes de plaidoyer internationaux a été cruciale dans la production de rapports qui mettent en lumière les violations de droits humains de l'exploitation minière. L'un de ces rapports, publié par CICODEV Afrique en 2015, décrivait en détail la destruction de l'environnement causée par l'exploitation du phosphate à Koudiadiène, exerçant une pression internationale sur les sociétés minières pour qu'elles réforment leurs pratiques.



# LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET LA VOIE À SUIVRE

## L'espoir au milieu de la lutte

Ce cas illustre plusieurs leçons essentielles. Tout d'abord, la mobilisation des communautés est essentielle. Dans les villages de Koudiadiène, Pambal et Diogo, le pouvoir de l'action collective a été un outil crucial pour obliger les compagnies minières à rendre des comptes. Deuxièmement, la collaboration entre les organisations de la société civile, les groupes de défense des droits de l'homme et les organismes de plaidoyer est nécessaire pour s'assurer que les voix des communautés locales sont amplifiées.

Cependant, des défis importants doivent être relevés. L'un des principaux problèmes est le manque de reconnaissance des droits fonciers coutumiers. Le cadre juridique sénégalais ne protège pas suffisamment ces droits, ce qui rend les communautés vulnérables à l'accaparement des terres. La dégradation de l'environnement et les effets sur la santé des activités minières continuent d'affecter la région, tandis que les procédures d'indemnisation restent inadéquates et ne répondent pas aux besoins à long terme des populations touchées.

Pour aller de l'avant, plusieurs recommandations sont essentielles. Tout d'abord, le gouvernement sénégalais doit mettre en place des mécanismes plus solides pour protéger les droits à la terre et à l'eau des communautés locales. Ensuite, la coopération internationale est nécessaire pour que les sociétés minières telles que SEPHOS et GCO assument leurs responsabilités sociales et environnementales. Enfin, une approche plus transparente et plus inclusive du développement minier est nécessaire, une approche qui implique réellement les communautés qui seront les plus affectées par ces projets.

## CONCLUSION

L'histoire des activités minières de SEPHOS et de GCO dans la région de Thiès au Sénégal est un exemple édifiant de la façon dont le développement économique peut se faire au détriment des droits de l'homme. Pour les villageois de Koudiadiène, de Pambal et d'autres zones affectées, les conséquences de l'exploitation minière ont été dévastatrices : déplacement, pauvreté, dégradation de l'environnement et perte d'identité.

Pourtant, au milieu de cette lutte, il y a de l'espoir. Grâce à la mobilisation populaire, à la résilience des communautés et au soutien national et international, ces communautés continuent de lutter pour leurs droits et pour un avenir où le développement n'est pas synonyme de destruction. Le chemin à parcourir est long, mais avec une pression et un plaidoyer soutenus, il est possible de créer un modèle de développement plus juste et plus équitable pour le Sénégal et au-delà.

L'heure de l'exploitation minière responsable a sonné. Pour le bien de ces communautés, pour le bien des générations futures, nous devons écouter leurs voix et agir.



## REMERCIEMENTS

**Auteur :** CICODEV Afrique  
**Courriel :** [ngone.ngom@cicodev.org](mailto:ngone.ngom@cicodev.org),  
[cicodevafrica@cicodev.org](mailto:cicodevafrica@cicodev.org)  
**Web :** <https://cicodev.org>

Ce document présente les principales conclusions du rapport international de FIAN intitulé « Expropriation et extractivisme au Sénégal : les cas de Koudiadiene, Pambal et Diogo ».

## QUI EST L'AFSA ?

L'AFSA rassemble des petits exploitants agricoles, des éleveurs, des pêcheurs, des peuples autochtones, des groupes religieux, des consommateurs, des jeunes et des activistes de tout le continent africain afin de créer une voix unie et plus forte en faveur de la souveraineté alimentaire.

L'AFSA encourage l'utilisation et la reproduction de cette étude de cas à des fins non commerciales, à condition que la source soit dûment mentionnée.